

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—Etats-U., \$3.50. Tout semestre commencé se paie en entier. On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. VII.

No. 39

JEUDI, 29 SEPTEMBRE 1881

Prix du numéro 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes. Toute communication doit être affranchie. Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

## AVIS IMPORTANT

*L'Opinion Publique* est publiée tous les jeudis par les nouveaux propriétaires. L'impression, les gravures, etc., etc., se font à la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les Etats-Unis ; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de trois mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées au Gérant de la Compagnie Litho-Burland, au bureau de *L'Opinion Publique*.

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

## L'ANGLETERRE ET SES COLONIES

Il est aussi curieux qu'intéressant pour nous de préciser de temps à autre l'état de nos relations avec la Grande-Bretagne, au point de vue au plus ou moins de solidité du lien colonial, qui nous paraît tantôt très fort, tantôt assez faible, mais toujours élastique puisqu'il résiste à tant de chocs divers. Il y a des jours où la Grande-Bretagne semble nous porter une affection tout maternelle, puis par un brusque retour des choses d'ici-bas, elle semble ne plus tenir à ses colonies. On avait fait, il y a longtemps, le diagnostic de cet état de nos relations et l'on avait fini par croire que les seuls conservateurs tenaient à nous, et que tous les libéraux anglais étaient tous plus ou moins séparatistes.

Les paroles et les déclarations des hommes d'Etat anglais *whigs* ou *tories* nous avaient assez habitués à cette appréciation que M. Gladstone a bien pu modifier dernièrement chez plus d'un *coloniste*.

Au banquet du Lord Maire de Londres, le mois passé, il a tenu un langage que n'aurait pas désavoué naguère son grand et illustre rival d'Israëli. Le premier ministre a surpris un peu son monde en se rangeant, sans que personne l'en eût prié, au nombre des amis des colonies.

Les paroles qu'il a prononcées en cette circonstance méritent d'être notées, comme tout ce qui tombe de la bouche de cet homme d'état éminent, une des gloires de l'Angleterre. "Il n'y a rien de plus faux, a dit M. Gladstone, parmi toutes les faussetés qui remplissent l'atmosphère politique, que cette opinion qui a cours de temps à autre, à savoir : qu'il y a dans ce pays un parti incapable de comprendre les grandes obligations que nous impose le maintien, dans son intégrité, de l'empire colonial de l'Angleterre. Il s'est produit un ensemble d'idées fausses relativement à la nature de cet empire colonial. Elle peut avoir été mal jugée de diverses façons, mais il n'y a pas, dans notre monde politique, d'homme que je connaisse digne du nom d'homme d'état, qui ne comprenne pas que la grande affaire de fonder et de conserver les colonies, a été confiée si visiblement par la Providence au peuple de ce pays, qu'il vaudrait autant pour nous renoncer à notre titre d'Anglais que reculer devant les grands devoirs que nous imposent ces parties de l'empire qui, pour être plus éloignées, n'en sont pas moins des portions intégrales du grand empire britannique."

Voilà une déclaration catégorique fort rassurante, au moins en apparence, pour les unionistes des deux côtés de l'océan. Elle implique l'union dans les bons comme dans les mauvais jours, en paix comme en guerre. Appuyés sur cette déclaration, pouvons-nous être certains que, advenant une guerre entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, l'Angleterre nous défendrait contre

un ennemi qu'elle aurait attiré chez nous ? Même en lisant entre les lignes, nous ne saurions voir autre chose que les habits rouges volant à notre secours.

Mais M. Gladstone n'a pas toujours tenu un tel langage à notre égard ; il n'a jamais autant cherché à nous rassurer. Nous nous rappelons que c'est sous son régime que les régiments anglais ont dit adieu à nos positions stratégiques. Il y a plus. A peine étions-nous revenus de la pénible impression que nous causait le départ des soldats anglais, qui semblaient emporter virtuellement avec eux le drapeau britannique, que Sir John Young, nommé gouverneur par M. Gladstone, nous faisait, au nom du cabinet de St-James, une déclaration équivalente à un congé. C'était à Québec, en 1869, à un banquet donné par les marchands de cette ville à Sir John Young. Nous étions présents à la fête, et nous nous rappelons encore la surprise que firent naître ces paroles du gouverneur : "L'Angleterre n'a aucun intérêt qui lui soit propre dans ses relations avec les colonies. Ainsi, que cela soit bien entendu, si le Canada désire vivre dans la dépendance de l'Angleterre, l'Angleterre est prête à le défendre, mais s'il veut se séparer d'elle, cette séparation s'opérera à l'amiable : la Grande-Bretagne se montrera généreuse et libérale, et il est à présumer qu'elle se fera un ami et un allié dévoué. Mais encore une fois, il appartient au Canada de décider de son sort. Quelque soit le vœu du peuple du Canada, j'espère que la Providence éclairera les chefs de la nation, afin que le Canada devienne un pays riche et prospère."

Ces paroles de Sir John Young, qui venait de recevoir ses instructions de M. Gladstone, ne ressemblent-elles pas à une invitation à la séparation ? C'est ainsi qu'elles furent interprétées alors dans bien des cercles politiques. Cette interprétation paraissait d'autant plus logique que les doctrinaires de Manchester, amis de M. Gladstone, et une foule de journaux inféodés à son parti ne cessaient de prêcher la séparation. Dans tous les cas, elle mit à l'aise ceux qui, parmi nous, avaient à s'occuper de nos destinées futures et, dès ce moment, il fut possible de parler soit d'indépendance, soit d'annexion, sans être taxé de trahison.

M. Thiers, qui avait bien ses raisons de parler ainsi, disait que l'homme politique qui se flûte de n'avoir jamais changé d'opinion, est un imbécile. A ce compte là, M. Gladstone s'est montré bien intelligent dans cette affaire, comme il l'est immensément du reste en tout, car entre les paroles autorisées de Sir John Young et son discours au banquet du Lord-Maire, il y a un immense changement. On se demande tout naturellement quel est le motif qui l'a amené à faire sa dernière déclaration ? Sur ce point, bien des hypothèses sont permises. A-t-il voulu donner une leçon à un grand nombre de ses amis qui nous croient assez forts pour marcher seuls, ou qui pensent que l'Angleterre serait elle-même plus forte sans ses colonies ? Ou bien a-t-il voulu réparer la fâcheuse impression que produisit en Angleterre, et surtout aux colonies, la nouvelle que M. Gladstone, pour plaire aux radicaux et aux députés irlandais, avait retranché du *land bill* la clause destinée à favoriser l'immigration irlandaise au Canada ? Ou bien, M. Gladstone s'aperçoit-il que le Canada offre aujourd'hui un meilleur marché, qu'en 1869, aux produits anglais ? Dans cette dernière hypothèse, il serait d'accord avec les manufacturiers des grandes villes qui ont protesté dernièrement contre le tarif canadien.

C'est peut-être dans des motifs d'intérêt que nous trouverons le mobile de ce regain d'amitié pour les colonies qui se manifeste en Angleterre, non-seulement chez M. Gladstone, mais un peu partout. Le sentiment y entre pour peu de chose. Le sentiment en politique paraît avoir fait son temps.

Nous en sommes arrivés à un peu nous-mêmes, et il ne manque pas de Canadiens qui se placent au point des intérêts matériels pour apprécier la question de nos relations avec la Grande-Bretagne. Puisque celle-ci fait dépendre son attachement pour nous du plus ou moins d'avantages qu'elle attend de sa colonie, pourquoi notre amour pour notre mère-patrie ne varierait-il pas selon les chances de profit que nous voyons dans l'union ?

Est-il beaucoup de Canadiens qui, aujourd'hui, voudraient courir les aventures d'une guerre avec les Etats-

Unis pour le compte de l'Angleterre ? La partie la plus belliqueuse de notre population, notre brave milice, ne serait même pas unanime à courir aux armes. Et l'Angleterre elle-même tirerait-elle l'épée pour nous défendre ? Nous devons le croire si nous devons prendre au pied de la lettre les professions d'amitié qui éclatent dans les grands dîners, entre la poire et le fromage, mais les doutes sont encore bien permis.

Nos relations avec l'Angleterre sont profondément changées depuis quelques années, et les rôles des uns et des autres sont mêmes intervertis. Il est rare que les amoureux soient au même diapason de sentiment. C'est un peu le cas des deux pays. La Grande-Bretagne nous aime plus aujourd'hui qu'il y a dix ans, et nous, d'autre part, nous paraissions l'aimer moins. Nous ne voulons plus que d'une union de raison. Comment ce changement de rôle s'est-il opéré ? Depuis dix ans le Canada a pris une place colossale dans le monde des affaires, et la colonisation prochaine du Nord-Ouest donne des perspectives de débouchés sans bornes aux marchandises anglaises. De là ce regain d'amour pour nous au-delà des mers. Nous, Canadiens, non contents d'avoir ces vastes débouchés ouverts aux manufactures indigènes, nous voudrions nouer des relations commerciales avec les marchés du monde entier. Notre position de colonie nous coupe les ailes, et comme l'Angleterre nous aide peu de ce côté, de là refroidissement de notre affection. Que l'Angleterre renouvelle les généreux procédés qu'elle a eus pour nous lors de la négociation du traité de réciprocité, et elle verra les sentiments de loyauté et d'attachement reprendre de la vigueur.

Nous ne désirons pas la rupture du lien colonial. Oh non ! rien ne presse encore : nous sommes encore un des peuples les plus heureux du monde. Nous croyons à la sagesse de cette maxime : *Let well alone*. Nous ne voulons que des changements impérieusement nécessaires, et nous nous défions de l'inconnu qui cache tant de choses. Mais nous tenons à faire remarquer que la loi qui paraît dominer les deux pays en matière de relations coloniales : c'est l'intérêt. L'Angleterre ne saurait nous en vouloir de nous laisser inspirer par ce motif très peu héroïque. Ne nous a-t-elle pas prêché d'exemple ?

A. D. DECELLES.

## L'ASSASSINAT DANS LE ROMAN

La librairie et l'imprimerie, dont les bienfaits ont été chantés sur les tons les plus homériques, ont eu aussi leurs funestes résultats. En toute chose, il y a un envers.

Les romanciers à sensation spéculent depuis longtemps sur les plus regrettables instincts de l'humanité. La passion du merveilleux, l'attrait de l'inconnu, la nostalgie du danger sont innés dans la nature humaine.

En lisant l'histoire la plus ridiculement naïve, pourvu qu'il y ait quelques situations un peu tendues, pourvu que le héros, qui est le plus souvent un atroce gredin, risque tant soit peu sa vie, on le regarde avec une nuance d'intérêt, qui ne demande qu'à s'accroître à mesure que se déroulent les événements et qu'on tourne les pages.

De tout cela il resté des impressions souvent profondes, toujours dangereuses. Jack Sheppard a fait école ; on s'est pris d'enthousiasme pour ses prouesses, on s'est apitoyé sur ses malheurs, sa mort a fait verser des larmes, et sa légende a créé une foule d'imitateurs.

Aux Etats-Unis, combien de jeunes gens, d'enfants, ont rêvé de se faire pirates ou chasseurs de chevelures, pour avoir lu les ouvrages de Fenimore Cooper ou du capitaine Maryatt ? Et quelques-uns ont réussi.

On s'est étonné parfois de ces endémies de crimes qui frappent une contrée ou un pays. On en trouverait probablement la cause dans le dernier livre à succès. Quand les imaginations de toute une classe de lecteurs se sont arrêtées, à un moment donné, sur un même fait, sur une même création, il est naturel et logique que certaines imaginations, moins bien équilibrées, se lancent dans des excès d'imitation, sans souci